

Rapport financier 2011 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Beloeil

Code géographique : 57040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), CATHY GOYETTE, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Beloil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

(Nom de l'organisme)

Date 2012-06-04 Signature _____

Dernière modification : 2012-05-29 19:43:17

Réservé au ministère

82 316 883	8 200 903	25 398 826	1,2722
------------	-----------	------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	14
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	15
Charges par objets (1)	16
État consolidé des résultats	17
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	18
État consolidé de la situation financière	19
État consolidé des flux de trésorerie	20
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	21
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	22
Avantages sociaux futurs	23
Endettement total net à long terme	24
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	25
Analyse des charges consolidées	26

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Beloeil et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2011, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Beloeil et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Beloeil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,23 et 25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Comptables professionnels agréés

Par Robert Brunelle, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2012-06-04

Dernière modification : 2012-05-29 19:43:17

Réservé au ministère

82 316 883	8 200 903	25 398 826	1,2722
------------	-----------	------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2012-05-29 19:43:17

Réservé au ministère

82 316 883	8 200 903	25 398 826	1,2722
------------	-----------	------------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Réalisations 2010</u>	<u>Budget 2011</u>	<u>Réalisations 2011</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	26 389 075	27 382 000	28 242 799			28 242 799
Paiements tenant lieu de taxes	2	627 437	624 200	622 795			622 795
Quotes-parts	3					6 685 465	447 162
Transferts	4	848 495	800 500	1 001 210		799 163	1 800 373
Services rendus	5	1 339 408	1 361 000	1 610 704		1 708 087	3 147 388
Imposition de droits	6	1 694 037	1 378 500	1 865 887			1 865 887
Amendes et pénalités	7	827 611	637 200	769 633		458 083	1 227 716
Intérêts	8	127 178	85 000	168 007		34 042	202 049
Autres revenus	9	135 323	4 300	17 893		12 749	20 354
	10	31 988 564	32 272 700	34 298 928		9 697 589	37 576 523
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	4 957 649	1 361 550	2 178 191			2 178 191
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	3 084 331	940 000	3 664 038			3 664 038
Autres	15	168 346		5 694			5 694
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	8 210 326	2 301 550	5 847 923			5 847 923
	18	40 198 890	34 574 250	40 146 851		9 697 589	43 424 446
Charges							
Administration générale	19	3 376 258	3 687 733	4 638 945	96 401	587 558	4 735 347
Sécurité publique	20	5 264 960	5 448 877	5 185 229	240 979	3 464 936	6 144 608
Transport	21	4 867 723	5 344 245	5 048 917	2 116 134	3 344 551	9 353 579
Hygiène du milieu	22	4 597 930	5 396 491	5 167 271	1 599 245	2 371 220	7 219 098
Santé et bien-être	23	2 584	3 355	1 840			1 840
Aménagement, urbanisme et développement	24	813 713	934 735	906 499	69 102		975 601
Loisirs et culture	25	3 517 265	4 857 164	4 281 936	438 666	10 288	4 720 602
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 904 658	1 839 900	1 865 699		208 121	2 072 868
Amortissement des immobilisations	28	4 237 552	4 276 496	4 560 527	(4 560 527)		
	29	28 582 643	31 788 996	31 656 863		9 986 674	35 223 543
Excédent (déficit) de l'exercice	30	11 616 247	2 785 254	8 489 988		(289 085)	8 200 903

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Réalizations 2010		Budget 2011		Réalizations 2011		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 616 247		2 785 254	8 489 988	(289 085)	8 200 903
Moins: revenus d'investissement	2	(8 210 326 )	(	2 301 550)	(5 847 923 )	(	5 847 923)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 405 921		483 704	2 642 065	(289 085)	2 352 980
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	4 237 552		4 276 496	4 560 527	1 195 765	5 747 233
Produit de cession	5	299 667			5 940	766	6 706
(Gain) perte sur cession	6	(25 250)			13 582	(58)	13 524
Réduction de valeur	7						
	8	4 511 969		4 276 496	4 580 049	1 196 473	5 767 463
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur	10						
	11						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(4 633 442 )	(	4 607 100)	(4 866 485)	(371 822)	(5 229 248)
	18	(4 633 442)		(4 607 100)	(4 866 485)	(371 822)	(5 229 248)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(284 292 )	(	10 000)	(137 419)	(81 027)	(218 446)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	440 000		168 900	168 900	126 923	295 823
Excédent de fonctionnement affecté	21	170 191		(312 000)	218 191		218 191
Réserves financières et fonds réservés	22	(522 109)			(2 975)	(53 074)	(56 049)
Montant à pourvoir dans le futur	23	(5 158)			(34 644)	60 545	25 901
Financement des investissements en cours	24						
	25	(201 368)		(153 100)	212 053	53 367	265 420
	26	(322 841)		(483 704)	(74 383)	878 018	803 635
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 083 080			2 567 682	588 933	3 156 615

[∞] 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Réalizations 2010		Budget 2011		Réalizations 2011		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	8 210 326	2 301 550	5 847 923		5 847 923	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(136 638)	(57 500)	(74 634)	(6 282)	(80 916)	
Sécurité publique	3	(315 493)	(11 000)	(20 257)	(148 029)	(168 286)	
Transport	4	(6 983 379)	(4 239 000)	(3 788 742)		(3 788 742)	
Hygiène du milieu	5	(6 244 900)	(7 216 400)	(4 627 314)	(79 691)	(4 707 005)	
Santé et bien-être	6						
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 080 710)	(983 400)	(3 939 102)		(3 939 102)	
Loisirs et culture	8	(730 032)	(4 267 100)	(2 208 032)		(2 208 032)	
Réseau d'électricité	9						
	10	(15 491 152)	(16 774 400)	(14 658 081)	(234 002)	(14 892 083)	
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12						
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 837 165	13 632 850	6 036 900	106 512	6 143 412	
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	284 292	10 000	137 419	81 027	218 446	
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15						
Excédent de fonctionnement affecté	16	159 950	830 000	286 000	41 971	327 971	
Réserves financières et fonds réservés	17	775 600		324 780		324 780	
	18	1 219 842	840 000	748 199	122 998	871 197	
	19	(8 434 145)	(2 301 550)	(7 872 982)	(4 492)	(7 877 474)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(223 819)		(2 025 059)	(4 492)	(2 029 551)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Réalizations 2010	Budget 2011	Réalizations 2011		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 616 247	2 785 254	8 489 988	(289 085)	8 200 903
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	15 491 152 ) (	16 774 400 ) (	14 658 081 ) (	234 002 ) (	14 892 083)
Produit de cession	3	299 667		5 940	766	6 706
Amortissement	4	4 237 552	4 276 496	4 560 527	1 195 765	5 747 233
(Gain) perte sur cession	5	(25 250)		13 582	(58)	13 524
Réduction de valeur	6					
	7	(10 979 183)	(12 497 904)	(10 078 032)	962 471	(9 124 620)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	(88 261)		(59 938)	(3 918)	(63 856)
Variation des autres actifs non financiers	10	(79 900)		9 257	(15 452)	(6 195)
	11	(168 161)		(50 681)	(19 370)	(70 051)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	468 903	(9 712 650)	(1 638 725)	654 016	(993 768)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(43 433 949)		(43 020 782)	(2 783 926)	(45 772 450)
Redressement aux exercices antérieurs	14	(55 736)				
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(43 489 685)		(43 020 782)	(2 783 926)	(45 772 450)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(43 020 782)		(44 659 507)	(2 129 910)	(46 766 218)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2011

		<u>2010</u>		<u>2011</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	2 146 154	9 598 489	2 310 595	11 909 084
Placements temporaires	2			52 220	52 220
Débiteurs (note 5)	3	8 366 276	7 566 544	1 043 181	8 601 376
Prêts (note 6)	4	59 958	59 958		59 958
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	10 572 388	17 224 991	3 405 996	20 622 638
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires	11	3 154 000	9 496 000		9 496 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	5 056 492	5 839 652	1 065 552	6 896 855
Revenus reportés (note 11)	13	418 960	559 674	6 239	565 913
Dette à long terme (note 12)	14	44 856 303	45 911 386	4 252 080	50 140 267
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	107 415	77 786	212 035	289 821
	16	53 593 170	61 884 498	5 535 906	67 388 856
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(43 020 782)	(44 659 507)	(2 129 910)	(46 766 218)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 13)	18	96 719 046	106 797 078	21 869 925	128 643 804
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19				
Stocks de fournitures	20	196 808	256 746	12 562	269 308
Autres actifs non financiers (note 15)	21	108 709	99 452	70 537	169 989
	22	97 024 563	107 153 276	21 953 024	129 083 101
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	5 073 824	4 607 542	1 224 348	5 831 890
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 496 118	3 637 910	872 634	4 510 544
Montant à pourvoir dans le futur	25	(34 639)	()	(83 250)	(83 250)
Financement des investissements en cours	26	(4 445 096)	(6 572 879)	191 537	(6 381 342)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	51 913 574	60 821 196	17 617 845	78 439 041
	28	54 003 781	62 493 769	19 823 114	82 316 883

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Réalizations 2010		Réalizations 2011		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 616 247	8 489 988	(289 085)	8 200 903
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	4 237 552	4 560 527	1 195 765	5 747 233
Autres					
-	3	112 255			
-	4	(25 250)	13 582	(58)	13 524
	5	15 940 804	13 064 097	906 622	13 961 660
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(2 922 028)	799 732	164 933	895 578
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	515 122	783 160	81 291	933 538
Revenus reportés	9	(661 801)	140 714	6 239	146 953
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	77 265	(29 629)	32 169	2 540
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(88 259)	(59 938)	(3 918)	(63 856)
Autres actifs non financiers	13	(79 900)	9 257	(15 452)	(6 195)
	14	12 781 203	14 707 393	1 171 884	15 870 218
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	15 491 152 ) (	14 658 081 ) (	234 002 ) (	14 892 083)
Produit de cession	16	299 667	5 940	766	6 706
	17	(15 191 485)	(14 652 141)	(233 236)	(14 885 377)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	5 837 165	6 036 900	106 512	6 143 412
Remboursement de la dette à long terme	24 (	4 745 690 ) (	4 983 699 ) (	371 822 ) (	5 346 462)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 590 600	6 342 000		6 342 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(612)	1 882		1 882
Autres					
-	27	(167 993)			
-	28				
	29	3 513 470	7 397 083	(265 310)	7 140 832
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 103 188	7 452 335	673 338	8 125 673
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 042 966	2 146 154	1 689 477	3 835 631
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²	32	2 146 154	9 598 489	2 362 815	11 961 304

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Réalisations 2010</u>	<u>Budget 2011</u>	<u>Réalisations 2011</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	6 260 262	7 507 700	7 336 637	2 690 330	10 026 967
Charges sociales	2	1 709 719	1 927 800	1 932 801	670 249	2 603 050
Biens et services	3	7 050 798	8 693 700	8 168 374	5 186 498	13 318 148
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 411 227	1 346 240	1 350 124	167 292	1 517 416
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	18 259		14 259		14 259
D'autres tiers	7	296 531	465 660	313 407		313 407
Autres frais de financement	8	178 641	28 000	187 909	40 829	227 786
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	7 062 577	7 261 300	7 241 761		878 790
Autres	10	185 228		201 667		201 667
Autres organismes	11	123 160	277 100	78 451	25 423	103 874
Amortissement des immobilisations	12	4 237 552	4 276 496	4 560 527	1 195 765	5 747 233
Autres						
-	13	48 689	5 000	270 946	10 288	270 946
-	14					
-	15					
	16	28 582 643	31 788 996	31 656 863	9 986 674	35 223 543

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Réalisations	
		2011	2010
Revenus			
Taxes	1	28 242 799	26 389 075
Paiements tenant lieu de taxes	2	622 795	627 437
Quotes-parts	3	447 162	27 728
Transferts	4	3 978 564	6 920 285
Services rendus	5	3 147 388	3 192 002
Imposition de droits	6	1 865 887	1 694 037
Amendes et pénalités	7	1 227 716	1 324 744
Intérêts	8	202 049	145 041
Autres revenus	9	3 690 086	3 579 213
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	43 424 446	43 899 562
Charges			
Administration générale	12	4 735 347	3 991 310
Sécurité publique	13	6 144 608	5 837 670
Transport	14	9 353 579	8 835 183
Hygiène du milieu	15	7 219 098	6 339 963
Santé et bien-être	16	1 840	2 584
Aménagement, urbanisme et développement	17	975 601	846 724
Loisirs et culture	18	4 720 602	4 775 197
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	2 072 868	2 130 623
	21	35 223 543	32 759 254
Excédent (déficit) de l'exercice	22	8 200 903	11 140 308
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	74 115 980	63 407 009
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		(431 337)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	74 115 980	62 975 672
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	82 316 883	74 115 980

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Réalizations	
		2011	2010
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 200 903	11 140 308
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(14 892 083)	(15 653 439)
Produit de cession	3	6 706	303 650
Amortissement	4	5 747 233	5 446 360
(Gain) perte sur cession	5	13 524	(25 089)
Réduction de valeur	6		
	7	(9 124 620)	(9 928 518)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(63 856)	(84 975)
Variation des autres actifs non financiers	10	(6 195)	(93 276)
	11	(70 051)	(178 251)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(993 768)	1 033 539
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(45 772 450)	(46 754 627)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		(51 365)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(45 772 450)	(46 805 992)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(46 766 218)	(45 772 453)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	11 909 084	3 608 322
Placements temporaires	2	52 220	227 309
Débiteurs (note 5)	3	8 601 376	9 496 955
Prêts (note 6)	4	59 958	59 958
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	20 622 638	13 392 544
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	9 496 000	3 154 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	6 896 855	5 963 320
Revenus reportés (note 11)	13	565 913	418 960
Dette à long terme (note 12)	14	50 140 267	49 341 435
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	289 821	287 282
	16	67 388 856	59 164 997
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(46 766 218)	(45 772 453)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	128 643 804	119 519 187
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20	269 308	205 452
Autres actifs non financiers (note 15)	21	169 989	163 794
	22	129 083 101	119 888 433
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	82 316 883	74 115 980
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 200 903	11 140 308
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 747 233	5 446 360
Autres			
- Divers	3		11 764
- (Gain) sur cession	4	13 524	(25 089)
	5	13 961 660	16 573 343
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	895 578	(3 028 212)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	933 538	418 688
Revenus reportés	9	146 953	(687 806)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	2 540	81 938
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(63 856)	(84 818)
Autres actifs non financiers	13	(6 195)	(92 878)
	14	15 870 218	13 180 255
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(14 892 083)	(15 653 439)
Produit de cession	16	6 706	303 650
	17	(14 885 377)	(15 349 789)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	6 143 412	5 912 791
Remboursement de la dette à long terme	24	(5 346 462)	(5 101 384)
Variation nette des emprunts temporaires	25	6 342 000	2 590 600
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	1 882	(612)
Autres			
-	27		
-	28		(167 993)
	29	7 140 832	3 233 402
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	8 125 673	1 063 868
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	3 835 631	2 771 763
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	11 961 304	3 835 631

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

1. Statut de l'organisme municipal

La ville de Beloeil est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ, c. C-19).

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité et, consolidés proportionnellement ligne par ligne, des organismes périmunicipaux faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes périmunicipaux suivants:

	<u>% détenu</u>
Corporation des loisirs de Beloeil :	100.00%
Corporation de développement économique régional de Beloeil	100.00%

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats non commerciaux auxquels elle participe. Cette consolidation se fait proportionnellement ligne par ligne. La municipalité participe aux partenariats suivants:

	<u>% détenu</u>
Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du richelieu	21.43%
Régie intermunicipale du transport adapté de la Vallée du Richelieu	32.84%
Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de la Vallée du Richelieu	40.45%
Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu	26.11%
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	10.87%

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont préparés selon la comptabilité d'exercice, sauf pour les intérêts sur la dette à long terme émise avant le 1er janvier 2001, pour lesquels un montant à pourvoir dans le futur à été constitué. Selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette qui est la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode d'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Améliorations locatives:	6.67%
Infrastructures:	2.50% à 6.67%
Bâtiments:	2.50%
Véhicules:	5.00% à 10.00%
Ameublement & équipement de bureau:	10.00% à 20.00%
Machinerie, outillage & équipement:	5.00%

Les immobilisations sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements indiquent que la valeur comptable nette pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable nette d'un actif à long terme n'est pas recouvrable si elle excède la valeur estimative des flux de trésorerie futurs non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. Dans tel cas, une perte de valeur doit être constatée et correspond à l'excédent de la valeur comptable nette de l'actif à long terme à sa juste valeur.

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

E) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité et un partenariat est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la municipalité et un partenariat sont comptabilisés comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2011 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constatés en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

F) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet sur la charge des cotisations versées par un autre employeur : sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010.

G) Autres éléments**Frais de refinancement**

Les frais de refinancement sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'émission.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus et le Manuel de la présentation financière municipale exigent que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui influent sur les revenus et les charges présentés pendant l'exercice, les montants présentés au titre des actifs et des passifs, ainsi que l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables

Voir note 18

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	381 271	331 421
Placements temporaires	2		227 309
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 544 658	1 160 299
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	160	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 801 227	6 093 989
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	96 592	80 038
Organismes municipaux	8	338 875	387 942
Autres			
- DIVERS ET AVANCES AU PERSONNEL	9	1 811 516	1 777 814
- INTÉRÊTS COURUS	10	8 348	(3 127)
	11	8 601 376	9 496 955
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	301 490	418 699
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	301 490	418 699
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	141 522	109 288
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	59 958	59 958
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	59 958	59 958
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(289 821)	(287 282)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(289 821)</u>	<u>(287 282)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 163 164	1 048 920
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	21 740	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	38 633	36 317
	33	<u>1 223 537</u>	<u>1 085 237</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	3 924 424	3 203 736
Salaires et avantages sociaux	38	1 458 310	1 228 900
Dépôts et retenues de garantie	39	987 282	987 668
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Canada	42	24 119	541 777
- Gouvernement du Québec	43	51 687	1 239
- Organismes municipaux	44	173 104	
- Divers	45	2 329	
- Intérêts courus à long terme	46	275 600	
	47	<u>6 896 855</u>	<u>5 963 320</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	41 742	722
Autres			
- Promoteurs et autres	50	502 799	391 598
- Régime de retraite des élus	51	21 372	26 640
	52	<u>565 913</u>	<u>418 960</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011					2010				
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance							
	de	à	de	à						
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,02	4,71	2012	2031	53	47 653 745				46 684 420
Obligations et billets en monnaies étrangères					54					
Autres dettes à long terme										
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,75	5,55	2012	2016	55	2 517 485				2 733 165
Organismes municipaux					56					
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,25	8,36	2012	2014	57	137 435				38 709
Autres	6,00	6,00	2015	2015	58	257 546				312 967
					59	50 566 211				49 769 261
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(425 944)				(427 826)
					61	50 140 267				49 341 435

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2011					
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres						
2012	62	227 888	70	4 654 600	78	70 724	87	284 754	95	5 237 966
2013	63	221 935	71	4 760 700	79	56 016	88	299 100	96	5 337 751
2014	64	230 812	72	4 578 300	80	16 447	89	314 178	97	5 139 737
2015	65	239 951	73	4 563 900	81		90	330 026	98	5 133 877
2016	66	249 089	74	4 322 900	82		91	272 204	99	4 844 193
2017 et +	67	2 921 971	75	20 681 899	83		92	1 274 769	100	24 878 639
	68	4 091 646	76	43 562 299	84	143 187	93	2 775 031	101	50 572 163
Intérêts et frais accessoires					85	(5 952)			102	(5 952)
	69	4 091 646	77	43 562 299	86	137 235	94	2 775 031	103	50 566 211

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	104	33 854 173	132	1 487 187	159	572 297	186	34 769 063	
Eaux usées	105	27 910 405	133	3 140 294	160		187	31 050 699	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	63 462 204	134	3 481 236	161	1 943 893	188	64 999 547	
Autres	107	14 561 132	135	3 008 720	162	319 862	189	17 249 990	
Réseau d'électricité	108		136		163		190		
Bâtiments	109	18 025 729	137	1 469 712	164		191	19 495 441	
Améliorations locatives	110	7 484	138		165		192	7 484	
Véhicules	111	882 357	139	115 360	166	99 074	193	898 643	
Ameublement et équipement de bureau	112	3 265 570	140	135 606	167	2 322 583	194	1 078 593	
Machinerie, outillage et équipement divers	113	8 369 326	141	80 922	168	142 728	195	8 307 520	
Terrains	114	4 407 766	142	2 049 907	169		196	6 457 673	
Autres	115		143		170		197		
	116	<u>174 746 146</u>	144	<u>14 968 944</u>	171	<u>5 400 437</u>	198	<u>184 314 653</u>	
Immobilisations en cours	117	<u>234 873</u>	145	<u>(76 861)</u>	172	<u>3</u>	199	<u>158 009</u>	
	118	<u>174 981 019</u>	146	<u>14 892 083</u>	173	<u>5 400 440</u>	200	<u>184 472 662</u>	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	119	12 926 622	147	832 047	174	572 297	201	13 186 372	
Eaux usées	120	6 543 494	148	697 760	175		202	7 241 254	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	18 825 381	149	2 208 184	176	1 943 893	203	19 089 672	
Autres	122	3 527 524	150	629 930	177	319 858	204	3 837 596	
Réseau d'électricité	123		151		178		205		
Bâtiments	124	6 108 548	152	427 956	179		206	6 536 504	
Améliorations locatives	125	37 285	153	13 674	180		207	50 959	
Véhicules	126	495 945	154	94 838	181	78 848	208	511 935	
Ameublement et équipement de bureau	127	2 610 640	155	134 267	182	2 322 583	209	422 324	
Machinerie, outillage et équipement divers	128	4 386 393	156	708 577	183	142 728	210	4 952 242	
Autres	129		157		184		211		
	130	<u>55 461 832</u>	158	<u>5 747 233</u>	185	<u>5 380 207</u>	212	<u>55 828 858</u>	
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>119 519 187</u>					213	<u>128 643 804</u>	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	214	330 240	217	115 360	219	60 039	221	385 561	
Amortissement cumulé	215	(252 318)	218	(60 655)	220	(59 331)	222	(253 642)	
Valeur comptable nette	216	<u>77 922</u>					223	<u>131 919</u>	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	

Note

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	99 337	136 602
Frais reportés			
- Divers	231	70 652	27 192
-	232		
	233	169 989	163 794

Note**16. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée dans un nouveau contrat de cueillette, transport et élimination des déchets domestiques échéant en décembre 2012 pour un montant incluant les taxes de 1 699 000\$.

La municipalité s'est engagée dans un contrat de récupération de matières recyclables, échéant en 2013, à verser une somme estimée totale, incluant les taxes, de 466 000\$ (23,38\$ par unité de logement par année). La révision des unités de logement est effectuée au 1er janvier de chaque année. Ainsi, la somme estimée à verser est de 231 000\$ en 2012 et 235 000\$ en 2013.

La municipalité s'est engagée à verser jusqu'en 2015 un montant annuel à l'Association "Les Pirates du Richelieu" afin d'aider à pourvoir au remboursement de capital et d'intérêts d'un emprunt (voir note 17); les versements effectués par la municipalité en 2011 totalisent 17 400\$. Les versements annuels sont partagés entre les municipalités participantes au projet, sur la base du nombre de joueurs provenant de chaque municipalité.

La municipalité s'est engagée pour l'année 2012 à verser un montant, incluant les taxes, de 103 000\$ pour un contrat de services professionnels en matière de technologie de l'information.

La municipalité s'est engagée à verser jusqu'en décembre 2014 un montant total de 302 000\$ pour un contrat de services professionnels en évaluation. Les versements s'élèvent à 99 000\$ en 2012, 101 000\$ en 2013 et 102 000\$ en 2014.

La municipalité s'est engagée à verser à la municipalité de McMasterville la somme estimative de 32 000\$ par année sur une période de 20 ans se terminant en 2027 pour le partage des coûts de la dette à long terme de la construction d'un terrain synthétique. Le

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

partage des coûts de la dette à long terme varient en fonction du nombre de joueurs de soccer inscrits résident à Beloeil.

La municipalité s'est engagée à verser à la municipalité de Mont-Saint-Hilaire la somme estimative de 20 000\$ par année sur une période de 20 ans se terminant en 2030 pour le partage des coûts de la dette à long terme de la construction d'un terrain synthétique. Le partage des coûts de la dette à long terme varient en fonction du nombre de joueurs de soccer inscrits résident à Beloeil.

La municipalité s'est engagée dans divers contrats à prix unitaires fixes et dont les quantités sont variables à verser au cours des 2 prochaines années un total estimé à 237 000\$, incluant les taxes, et répartis comme suit:

- 2012	158 000\$
- 2013	79 000\$

Le 2 juillet 2009, la municipalité a signé une entente avec le Centre de Gestion de l'Équipement Roulant (CGER). L'entente est valide pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 1er juillet 2014. Selon cette entente, la municipalité effectue la location de véhicules ''clé en main'' auprès de CGER. L'entretien des véhicules appartenant à la municipalité est effectué par le CGER. En vertu de cette entente les coûts de location prévu pour 2012 sont estimés à 1 067 000\$ (incluant les taxes).

La quote-part de la municipalité des divers contrats en vertu desquels la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent, s'est engagée, pour les 5 prochains exercices totalise 113 560\$. La quote-part annuelle de la municipalité se détaille comme suit:

	Location d'équipement	Location bâtiments
2012	14 980\$	31 510\$
2013	10 750\$	31 510\$
2014	8 560\$	12 410\$
2015	1 920\$	0\$
2016	1 920\$	0\$

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La municipalité s'est portée garante pour un maximum de 100 000\$ d'un emprunt contracté par une agence de garde "le centre de la petite enfance Joujou inc." Au 31 décembre 2011 le solde de l'emprunt s'élève à 407 123\$.

En vertu d'une résolution datée du 25 juin 2003, la municipalité s'est portée garante pour un maximum de 450 000 \$ d'un emprunt qui a été contracté en juin 2004 par l'Association de football les Pirates du Richelieu pour l'aménagement d'un terrain de football et la construction d'un bâtiment. Le bâtiment qui appartient à l'Association de football les Pirates du Richelieu, qui en a la responsabilité, est construit sur un terrain appartenant à la commission scolaire des Patriotes qui fait l'objet d'un bail emphytéotique de 25 ans avec une option de 25 ans additionnels entre la commission scolaire des Patriotes et la municipalité de Beloeil. Au 31 décembre 2011, le solde de l'emprunt s'élève à 120 994\$.

Tout paiement pouvant résulter de ces garanties serait imputé à l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

b) Auto-assurance

La municipalité pratique l'auto-assurance pour la maladie court terme de certaines catégories de son personnel. Aucune provision, ni réserve n'a été prise au 31 décembre 2011.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent pratique l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

c) Poursuites

La municipalité a reçu une requête introductive d'instance relativement à un projet de construction d'un centre multifonctionnel et de la réfection d'un aréna en partenariat public privé (PPP). Aucun passif éventuel n'a été comptabilisé en date du 31 décembre 2011 puisque l'issue de cette poursuite de 10 192 150\$, est indéterminable selon la municipalité. La municipalité ayant des arguments sérieux à faire valoir à l'encontre de cette poursuite.

Dans le cours normal des activités, la municipalité fait l'objet de diverses réclamations totalisant 351 000\$. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2011, le service juridique de la municipalité est d'avis que leur règlement n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière, les résultats ni les flux de trésorerie de la municipalité.

Dans le cours de ses activités la municipalité et la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent font l'objet de griefs formulés par les employés.

Au 31 décembre 2011, aucune provision relativement à ces causes n'est inscrite aux livres. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

Les données présentés dans la colonne budget n'ont pas été audités et ne sont pas couverts par le rapport de l'auditeur indépendant.

20. Emprunts temporaires

Les emprunts temporaires de la ville au montant autorisé de 9 496 000\$ portent intérêts au taux de base. Soit: 3.00% au 31 décembre 2011.

21. Scission du régime de retraite

Au 31 décembre 2007, la Régie intermunicipale de police Richelieu-St-Laurent a conclu une entente avec ses employés créant son propre régime de retraite. Une évaluation actuarielle de scission du régime a été produite au 31 décembre 2007. Le montant de l'actif alloué au groupe de la ville de Beloeil par cette nouvelle évaluation actuarielle est moindre que ce qui est comptabilisé à l'avoir de ce groupe d'employés aux états financiers du Régime de retraite. À cet égard le Régime de retraite à l'intention des employés de la ville de Beloeil réclame une somme de 916 900\$, le tout en conformité avec l'entente conclue entre les parties. Au 31 décembre 2011, 824 000\$ a été versée par la Régie de police.

Aucune cotisation des employés de la Régie de police n'a été cumulée dans le Régime de retraite à l'intention des employés de la Ville de Beloeil depuis 2008.

22. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 5 831 890	5 826 346
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 4 510 544	2 367 462
Montant à pourvoir dans le futur	3 (83 250 ) (	122 409)
Financement des investissements en cours	4 (6 381 342)	(4 184 001)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 78 439 041	70 228 582
	6 82 316 883	74 115 980

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Éventualité	7 125 000	125 000
- Fonds de roulement	8 920 000	
- Informatique, bâtiments	9 577 000	200 000
- Équipement parc	10 800 000	50 000
- Poursuites et pyrite	11 32 882	33 867
- Infrastructures	12 350 000	150 000
- Réfection trottoirs, pavage	13 200 842	200 842
- Élection	14 40 000	
- Remboursement de dette	15 102 100	102 100
	16 3 147 824	861 809

Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés

- Éventualité	17 281 703	281 704
- Quote-part des partenarats	18	112 655
- Autres	19 249 704	181 676
	20 531 407	576 035

Réserves financières

- 88-06	21 189 850	155 855
- 89-06	22 92 605	76 251
- 94-07	23	11 198
-	24	
-	25	
	26 282 455	243 304

Fonds réservés

Fonds de roulement	27 57 091	50 389
Fonds parcs et terrains de jeux	28 24 965	24 560
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29	
Société québécoise d'assainissement des eaux	30	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 131 631	221 507
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33 318 411	375 130
Autres		
- Fonds de stationnement	34 16 760	14 728
-	35	
-	36	
-	37	
	38 548 858	686 314
	39 4 510 544	2 367 462

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	34 813)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (114 331) ()	120 743)
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 ((31 081)) ()	(33 147))
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 (83 250) ()	122 409)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 1 230 153	1 585 550
Investissements à financer	52 (7 611 495) ()	5 769 551)
	53 (6 381 342)	(4 184 001)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 128 643 804	119 519 187
Propriétés destinées à la revente	55	
Prêts	56 59 958	59 958
Placements à titre d'investissement	57	
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59 128 703 762	119 579 145
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 50 140 267	49 341 435
Frais reportés liés à la dette à long terme	61 425 944	427 826
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (301 490) ()	418 699)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 () ()	()
	64 50 264 721	49 350 562
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65	1
	66 50 264 721	49 350 563
	67 78 439 041	70 228 582

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>4</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

1) La municipalité offre à la majorité de ses employés un Régime de retraite contributif à prestations déterminées.

Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement en fonction du nombre d'années de service et du salaire carrière.

L'évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2010 fixe la cotisation patronale annuelle nécessaire pour le service courant pour les années 2011 à 2013 à 8,2% de la masse salariale pour les cadres et non-syndiqués et à 11,8% de la masse salariale pour les cols blancs et les cols bleus. Les employés, pour leur part, doivent cotiser 6,0% de leur salaire admissible. De plus, des montants annuels d'amortissement sont requis pour capitaliser les divers déficits actuariels. Sur base annuelle, cette cotisation est de 360 556\$ pour 2011 et de 310 552\$ en 2012 et 2013.

2) La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent offre les Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications.

1. Date d'entrée en vigueur du régime: Le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: À l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de retraite de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédent la date de retraite normale.

c) Date de retraite anticipé

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de la retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C de règlement du régime. Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de retraite. (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédent la date de retraite pour les employés de bureaux et les préposés aux communications)

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: 0,5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite. (exception: 0,35% de la moyennedes cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications)

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la loi, lorsqu'un participant quitte le service pour touteraison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès après la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, tels que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondés sur le slaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8 Indexation après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnus antérieurs au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: Les créances de rente sont indexés après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (exception pour les employés de

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

bureaux et préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6,50% au taux de rendement obtenue sur le placement de l'actif du régime. déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures).

9. Règle du 50% (cotisations excédentaires)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnus à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations

a) Cotisations salariales:

Pour les années de services reconnus antérieurs au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 9% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut pas être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9.5% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut pas être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre de services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 8.65% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent d'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (287 282)	(205 341)
Charge de l'exercice	5 (1 163 164)	(1 048 920)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 160 625	966 979
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(289 821)</u>	<u>(287 282)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 22 649 903	21 762 469
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (27 593 109)	(25 213 158)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (4 943 206)	(3 450 689)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 4 653 385	3 163 407
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (289 821)	(287 282)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(289 821)</u>	<u>(287 282)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>4</u>	<u>4</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 22 649 903	21 762 469
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (27 593 109)	(25 213 158)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (4 943 206)	(3 450 689)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 322 586	1 864 969
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	91 738
	21 1 322 586	1 956 707
Cotisations salariales des employés	22 (681 405)	(1 343 363)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	(33 147)
	24 641 181	580 197
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 317 511	279 691
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>958 692</u>	<u>859 888</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 1 548 263	1 395 672
Rendement espéré des actifs	34 (1 343 791)	(1 206 640)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 204 472	189 032
Charge de l'exercice	36 <u>1 163 164</u>	<u>1 048 920</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 96 400	1 106 257
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 343 791)	(904 291)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (1 247 391)	201 966
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (560 095)	(394 654)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 1 050 995	846 090
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 22 203 554	21 932 227
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2011	2010
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

Conditionnellement à une contribution équivalente, la municipalité convient de contribuer à un compte REER pour et au nom de chacun des pompiers à temps partiel un montant équivalent à 4,5% du salaire admissible pour l'exercice 2011. Le taux de cotisation atteindra 6% en 2014.

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	21 740	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2011	2010
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2011	2010
Cotisations des élus au RREM 95	9 852	9 248
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	38 633	36 317
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98	38 633	36 317

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2011

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	50 566 211
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	7 611 495
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	301 490
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	126 392
Autres		
- Revenus reportés promoteurs	11	454 356
- Autres	12	89 000
Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	57 206 468
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	
Endettement net à long terme	15	57 206 468
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	194 929
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	57 401 397
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	57 401 397
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	19 615 700	20 194 611	20 194 611	18 711 711
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	1 400	721	721	889
	9	19 617 100	20 195 332	20 195 332	18 712 600
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 289 900	2 312 047	2 312 047	2 389 034
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	2 336 700	2 376 944	2 376 944	2 245 219
Matières résiduelles	13	1 821 300	1 850 502	1 850 502	1 727 545
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		83 310	83 310	74 132
Service de la dette	18	1 317 000	1 424 664	1 424 664	1 240 545
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	7 764 900	8 047 467	8 047 467	7 676 475
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	7 764 900	8 047 467	8 047 467	7 676 475
	26	27 382 000	28 242 799	28 242 799	26 389 075

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	195 500	194 838	194 838
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	401 100	400 215	414 278
	35	596 600	595 053	603 953
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36	300	276	238
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39	1 900	2 108	2 181
	40	2 200	2 384	2 419
	41	598 800	597 437	606 372
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	24 700	24 661	20 371
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	700	697	694
Taxes d'affaires	44			
	45	25 400	25 358	21 065
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	624 200	622 795	627 437

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	400	4 111	852
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		637 560	634 503
Transport adapté	62		161 603	112 877
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	100	28 325	221
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71		12 980	33
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	140 000	291 447	274 335
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85	700	867	812
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		33 307	33 307
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	86 100	84 808	83 206
Autres	89	18 000		
Réseau d'électricité	90			
	91	245 300	455 845	1 106 839

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			8 015
Sécurité publique				
Police	93			1 961
Sécurité incendie	94	9 000	9 000	
Sécurité civile	95			6 307
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	664 300	726 364	2 485 570
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	484 500	430 518	1 234 383
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			432 529
Promotion et développement économique	124		1 007 605	766 645
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126		2 805	2 805
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	12 500	1 899	24 200
Autres	128	200 250		
Réseau d'électricité	129			
	130	1 361 550	2 178 191	4 959 610

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	555 200	545 365	489 036
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			364 800
	139	555 200	545 365	853 836
TOTAL DES TRANSFERTS	140	2 162 050	3 179 401	6 920 285

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			8 465
	144			8 465
Sécurité publique				
Police	145	253 700	254 586	249 324
Sécurité incendie	146	10 000	40 481	28 579
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	263 700	295 067	277 903
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151		15 211	15 211
Autres	152			116 145
Transport collectif	153		83 282	193 444
Autres	154		182 068	4 573
	155		98 493	314 162
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		41 386	74 408
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168		41 386	74 408
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			4 500
Autres	175			
	176			4 500
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			424 095
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			424 095
Réseau d'électricité	181			
	182	263 700	434 946	1 103 533

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	26 400	31 244	166 889
Sécurité publique	184	34 200	50 785	159 598
Transport				
Réseau routier	185	84 500	123 842	27 161
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187		1 041 788	1 080 637
Transport scolaire	188		83 189	37 680
Autres	189		81 070	85 534
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	60 600	71 844	82 521
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	27 400	59 548	58 104
Loisirs et culture	194	864 200	838 495	390 345
Réseau d'électricité	195			
	196	1 097 300	1 175 758	2 088 469
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	1 361 000	1 610 704	3 192 002
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	68 000	81 545	76 107
Droits de mutation immobilière	199	1 307 500	1 780 206	1 614 750
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201	3 000	4 136	3 180
	202	1 378 500	1 865 887	1 694 037
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	637 200	769 633	1 324 744
INTÉRÊTS	204	85 000	168 007	145 041
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(13 582)	25 089
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	940 000	3 664 038	3 084 331
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	4 300	37 169	469 793
	212	944 300	3 687 625	3 579 213

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	406 300	403 500	4 148	407 648	407 649	407 424
Application de la loi	2	476 255	434 921	2 892	437 813	437 813	409 480
Gestion financière et administrative	3	1 703 138	1 605 767	52 925	1 658 692	1 658 692	2 086 802
Greffe	4	427 818	403 735	3 373	407 108	407 108	448 939
Évaluation	5	124 360	144 481		144 481	144 481	122 801
Gestion du personnel	6	544 270	422 625	558	423 183	423 183	458 842
Autres	7	5 592	1 223 916	32 505	1 256 421	1 256 421	57 022
	8	3 687 733	4 638 945	96 401	4 735 346	4 735 347	3 991 310
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 207 313	3 004 355	125 744	3 130 099	3 848 499	3 580 966
Sécurité incendie	10	1 943 231	1 916 058	100 698	2 016 756	2 016 756	1 980 671
Sécurité civile	11	4 921	25 903	14 537	40 440	40 440	13 772
Autres	12	293 412	238 913		238 913	238 913	262 261
	13	5 448 877	5 185 229	240 979	5 426 208	6 144 608	5 837 670
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 245 340	2 138 406	975 144	3 113 550	3 113 550	3 169 537
Enlèvement de la neige	15	791 672	812 105	53 798	865 903	865 903	533 451
Éclairage des rues	16	346 852	265 324	264 003	529 327	529 327	528 382
Circulation et stationnement	17	171 143	247 191	822 636	1 069 827	1 069 827	1 130 347
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 789 238	1 585 891		1 585 891	3 774 419	3 472 913
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			553	553	553	553
	22	5 344 245	5 048 917	2 116 134	7 165 051	9 353 579	8 835 183

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 263 958	1 143 239		1 143 239	965 614	928 472
Réseau de distribution de l'eau potable	24	578 525	741 411	623 466	1 364 877	1 364 877	931 733
Traitement des eaux usées	25	1 090 614	981 528		981 528	1 611 735	1 602 640
Réseaux d'égout	26	544 643	692 722	812 848	1 505 570	1 505 570	1 105 382
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 376 352	1 128 305		1 128 305	1 128 305	1 082 788
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	480 331	377 755	142 750	520 505	520 505	593 594
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	62 068	46 561		46 561	46 561	51 166
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37		20 346	20 181	40 527	40 527	20 181
Protection de l'environnement	38		35 404		35 404	35 404	24 007
Autres	39						
	40	5 396 491	5 167 271	1 599 245	6 766 516	7 219 098	6 339 963
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	3 355	1 840		1 840	1 840	2 584
	44	3 355	1 840		1 840	1 840	2 584
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	662 510	633 142	33 708	666 850	666 850	601 718
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46			31 416	31 416	31 416	11 350
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	264 528	272 291	1 865	274 156	274 156	211 218
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	7 697	1 066	2 113	3 179	3 179	22 438
	52	934 735	906 499	69 102	975 601	975 601	846 724

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 087 068	982 267	3 978	986 245	986 245	623 041
Patinoires intérieures et extérieures	54	849 484	556 667		556 667	556 667	566 055
Piscines, plages et ports de plaisance	55	398 935	297 028		297 028	297 028	289 755
Parcs et terrains de jeux	56	947 605	1 084 858		1 084 858	1 084 858	768 471
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	68 668	81 149		81 149	81 149	100 573
Autres	59			313 365	313 365	313 365	905 171
	60	3 351 760	3 001 969	317 343	3 319 312	3 319 312	3 253 066
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	269 381	200 244		200 244	200 244	238 512
Bibliothèques	62	1 013 920	856 465	68 472	924 937	924 937	1 002 021
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	222 103	223 258		223 258	223 258	231 246
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65			52 851	52 851	52 851	50 352
	66	1 505 404	1 279 967	121 323	1 401 290	1 401 290	1 522 131
	67	4 857 164	4 281 936	438 666	4 720 602	4 720 602	4 775 197
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 800 900	1 532 253		1 532 253	1 699 545	1 786 054
Autres frais	70	11 000	145 537		145 537	145 537	137 381
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		164 152		164 152	204 472	188 870
Autres	72	28 000	23 757		23 757	23 314	18 318
	73	1 839 900	1 865 699		1 865 699	2 072 868	2 130 623
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74	4 276 496	4 560 527	(4 560 527)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013	50
Transmission électronique du rapport financier consolidé	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville de Beloeil (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Comptables professionnels agréés

Par Robert Brunelle, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2012-06-04

Dernière modification avant dépôt : 2012-05-29 19:43:17

Dernière modification : 2012-05-29 19:43:17

Réservé au ministère

82 316 883	8 200 903	25 398 826	1,2722
------------	-----------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>28 259 316</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	16 517
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>16 517</u>
Revenus de taxes	11	<u>28 242 799</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	28 242 799
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>28 242 799</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 760 663		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	83 310		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>2 843 973</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>25 398 826</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2011 ²	1	<u>1 961 963 600</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2011 ²	2	<u>2 031 034 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 996 499 100</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>25 398 826</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 996 499 100</u>
Taux global de taxation réel de 2011	6	| 1 | , | 2 | 7 | 2 | 2 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2011 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2011 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 096 400	1 487 187	3 438 300
Usines de traitement de l'eau potable	2		14 160	21 349
Usines et bassins d'épuration	3		47 466	15 482
Conduites d'égout	4	6 120 000	3 140 294	2 783 879
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 271 000	3 520 192	4 664 972
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Système d'éclairage des rues	8		95 261	585 587
Aires de stationnement	9			21 427
Parcs et terrains de jeux	10	835 000	2 552 416	1 688 268
Autres infrastructures	11	500 000	218 517	211 574
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	28 000	16 109	22 662
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 912 500	1 433 495	236 241
Améliorations locatives	15			305 319
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			33 088
Autres	17		118 643	46 723
Ameublement et équipement de bureau	18	102 500	118 071	194 141
Machinerie, outillage et équipement divers	19	9 000	26 633	78 507
Terrains	20	900 000	2 049 906	1 305 920
Autres	21			
	22	16 774 400	14 658 081	15 653 439

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		995 379	3 038 570
Usines de traitement de l'eau potable	24		14 160	21 041
Usines et bassins d'épuration	25		47 466	15 482
Conduites d'égout	26		611 363	1 272 478
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		491 808	399 730
Usines de traitement de l'eau potable	28			308
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30		2 528 931	1 511 401
	31		4 627 481	6 259 010

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	46 684 420	5 995 165	5 025 840	47 653 745
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3	2 733 165		215 680	2 517 485
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de					
location-acquisition	5	38 709	148 247	49 521	137 435
Autres	6	312 967		55 421	257 546
	7	49 769 261	6 143 412	5 346 462	50 566 211
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	10 254 961	31 300	1 383 149	8 903 112
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	39 095 601	6 112 112	3 846 104	41 361 609
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	49 350 562	6 143 412	5 229 253	50 264 721
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	418 699		117 209	301 490
Organismes municipaux	15				
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18	418 699		117 209	301 490
Prêts	19				
	20	418 699		117 209	301 490
	21	49 769 261	6 143 412	5 346 462	50 566 211
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23	49 769 261	6 143 412	5 346 462	50 566 211

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	577 700	571 387	571 387	346 487
Sécurité publique					
Police	4	2 867 900	2 888 947		
Sécurité incendie	5	700			
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	1 415 600	1 396 921		
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	2 105 400	2 111 740	34 637	
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13		20 221	20 221	
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	42 200	42 158	42 158	42 556
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	110 800	69 387	69 387	364 609
Activités culturelles	23	141 000	141 000	141 000	149 400
Réseau d'électricité					
	24				
	25	7 261 300	7 241 761	878 790	903 052

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	27,00	32,50	2 200 728	579 184	2 779 912
Professionnels	2					
Cols blancs	3	41,00	32,50	1 741 191	458 244	2 199 435
Cols bleus	4	63,00	40,00	2 540 676	668 651	3 209 327
Policiers	5					
Pompiers	6	12,00	40,00	690 304	181 673	871 977
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	143,00		7 172 899	1 887 752	9 060 651
Élus	9	9,00		223 758	61 131	284 889
	10	152,00		7 396 657	1 948 883	9 345 540

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11			
Réseau de distribution de l'eau potable	12			
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égout	14			

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	434 921	27	2 892	53	437 813	79	8 307	105	429 506	131
Évaluation	2	144 481	28		54	144 481	80	3 990	106	140 491	132
Autres	3	4 059 543	29	93 509	55	4 153 052	81	18 947	107	4 134 105	133
	4	4 638 945	30	96 401	56	4 735 346	82	31 244	108	4 704 102	134
Sécurité publique											
Police	5	3 004 355	31	125 744	57	3 130 099	83	254 586	109	2 875 513	135
Sécurité incendie	6	1 916 058	32	100 698	58	2 016 756	84	91 266	110	1 925 490	136
Sécurité civile	7	25 903	33	14 537	59	40 440	85		111	40 440	137
Autres	8	238 913	34		60	238 913	86		112	238 913	138
	9	5 185 229	35	240 979	61	5 426 208	87	345 852	113	5 080 356	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	2 138 406	36	975 144	62	3 113 550	88	95 599	114	3 017 951	140
Enlèvement de la neige	11	812 105	37	53 798	63	865 903	89	43 454	115	822 449	141
Autres	12	512 515	38	1 086 639	64	1 599 154	90		116	1 599 154	142
Transport collectif	13	1 585 891	39		65	1 585 891	91	83 282	117	1 502 609	143
Autres	14		40	553	66	553	92		118	553	144
	15	5 048 917	41	2 116 134	67	7 165 051	93	222 335	119	6 942 716	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 143 239	42		68	1 143 239	94	41 386	120	1 101 853	146
Traitement des eaux usées	17	741 411	43	623 466	69	1 364 877	95	71 844	121	1 293 033	147
Réseaux d'égout	18	981 528	44		70	981 528	96		122	981 528	148
Autres	19	692 722	45	812 848	71	1 505 570	97		123	1 505 570	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	1 128 305	46		72	1 128 305	98		124	1 128 305	150
Matières recyclables	21	424 316	47	142 750	73	567 066	99		125	567 066	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	20 346	49	20 181	75	40 527	101		127	40 527	153
Protection de l'environnement	24	35 404	50		76	35 404	102		128	35 404	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	5 167 271	52	1 599 245	78	6 766 516	104	113 230	130	6 653 286	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
		+		=		-		=			
Santé et bien-être											
Logement social	157		172		187		202		217		232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	1 840	174		189	1 840	204		219	1 840	234
	160	1 840	175		190	1 840	205		220	1 840	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	633 142	176	33 708	191	666 850	206	30 105	221	636 745	236 60 487
Rénovation urbaine	162		177	31 416	192	31 416	207		222	31 416	237
Promotion et développement économique	163	272 291	178	1 865	193	274 156	208		223	274 156	238
Autres	164	1 066	179	2 113	194	3 179	209	29 443	224	(26 264)	239
	165	906 499	180	69 102	195	975 601	210	59 548	225	916 053	240 60 487
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	3 001 969	181	317 343	196	3 319 312	211	759 610	226	2 559 702	241 102 638
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	856 465	182	68 472	197	924 937	212	55 359	227	869 578	242 33 019
Autres	168	423 502	183	52 851	198	476 353	213	23 526	228	452 827	243 3 506
	169	4 281 936	184	438 666	199	4 720 602	214	838 495	229	3 882 107	244 139 163
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	25 230 637	186	4 560 527	201	29 791 164	216	1 610 704	231	28 180 460	246 1 865 699

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Rémunération	1	60 020	71 057
Charges sociales	2	16 082	12 910
Biens et services	3	14 395 227	15 379 033
Frais de financement	4	186 752	23 756
Autres	5		4 396
	6	14 658 081	15 491 152

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	5 073 824	3 206 899
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	5 073 824	3 206 899
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 567 682	3 083 080
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(168 900)	(440 000)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(2 790 206)	(696 557)
Réserves financières et fonds réservés	8	(74 858)	(79 598)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(466 282)	1 866 925
Solde à la fin de l'exercice	12	4 607 542	5 073 824
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	861 808	495 392
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	861 808	495 392
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(218 191)	(170 191)
Activités d'investissement	17	(286 000)	(159 950)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	2 790 206	696 557
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	2 286 015	366 416
Solde à la fin de l'exercice	22	3 147 823	861 808
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	634 310	591 935
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	634 310	591 935
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	2 975	522 109
Activités d'investissement	27	(324 780)	(775 600)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	74 858	79 598
Financement des investissements en cours	29	102 724	216 268
	30	(144 223)	42 375
Solde à la fin de l'exercice	31	490 087	634 310

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Montant à pourvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	32 (34 639)	(39 802)
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (34 639)	(39 802)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ()	()
	41 ()	()
Diminution de l'exercice	42 34 639	5 163
	43 34 639	5 163
Solde à la fin de l'exercice	44 ()	(34 639)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	45 (4 445 096)	(4 005 009)
Redressement aux exercices antérieurs	46	
Solde redressé au début de l'exercice	47 (4 445 096)	(4 005 009)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	48 (2 025 059)	(223 819)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49	
Excédent de fonctionnement affecté	50	
Réserves financières et fonds réservés	51	
	52 (102 724)	(216 268)
	53 (2 127 783)	(440 087)
Solde à la fin de l'exercice	54 (6 572 879)	(4 445 096)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	55 51 913 574	42 143 206
Redressement aux exercices antérieurs	56	
Solde redressé au début de l'exercice	57 51 913 574	42 143 206
Variation de l'exercice	58 8 907 622	9 770 368
Solde à la fin de l'exercice	59 60 821 196	51 913 574

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 580 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 580 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 580 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	216 268 9	10	11	102 724 12	192 600 13	14	126 392
	15	216 268 16	17	18	102 724 19	192 600 20	21	126 392

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011		2010
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Taxes sur la valeur foncière		Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 | 3 | 5 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 0 | 0 | 2 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 8 | 3 | 5 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 8 | 3 | 5 | 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 6 | 7 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 8 | 3 | 5 | 0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|2|2|5| , |0|0|	\$
Égout	2	| | | | , | | | |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	|2|5|6| , |0|0|	\$
Matières résiduelles	5	|2|1|6| , |0|0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
CONSOMMATION D'EAU (EXCÉDENT)	,5502	7	PAR M.CUBE EXCÉDENT DE 181.7 M.CUBE
ASSAINISSEMENT DES EAUX (EXCÉDENT)	,1800	7	PAR M.CUBE EXCÉDENT DE 408.9 M.CUBE
PISCINE	40,0000	4	
AMELIORATIONS LOCALES		2	TAUX VARIANT SELON LES RÈGLEMENTS

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2011	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2011 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2011 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	71 554 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 777 LAURIER
(no) (rue)
BELOEIL J3G 4S9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 467-2835
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 464-5445
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom CATHY GOYETTE

Téléphone (450) 467-2835
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 464-5445
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cgoyette@ville.beloeil.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Moreau, Boisselle, Brunelle & Associés

Titre Comptable Agréé

Adresse 4510 Papineau
(no) (rue)
Montréal H2H 1V1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 521-4077
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 521-4986
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rarbour@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Brunelle

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2013

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2011

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1

2

3

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2013 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2012-05-29 19:43:17

Dernière modification : 2012-05-29 19:43:17

Réservé au ministère

82 316 883

8 200 903

25 398 826

1,2722

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Beloil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 8 200 903 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 25 398 826 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2012-05-29 19:43:17

Dernière modification : 2012-05-29 19:43:17

Réservé au ministère

82 316 883	8 200 903	25 398 826	1,2722
------------	-----------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2011 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier consolidé »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus et leurs sociétés de transport en commun)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier consolidé (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2011 (page S34 ligne 6)

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2011

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Beloeil

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Réalizations 2010		Budget 2011		Réalizations 2011		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement	1	31 988 564	32 272 700	34 298 928	9 697 589	37 576 523	
Investissement	2	8 210 326	2 301 550	5 847 923		5 847 923	
	3	40 198 890	34 574 250	40 146 851	9 697 589	43 424 446	
Charges	4	28 582 643	31 788 996	31 656 863	9 986 674	35 223 543	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	11 616 247	2 785 254	8 489 988	(289 085)	8 200 903	
Moins : revenus d'investissement	6	(8 210 326)	(2 301 550)	(5 847 923)	()	(5 847 923)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	3 405 921	483 704	2 642 065	(289 085)	2 352 980	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	4 237 552	4 276 496	4 560 527	1 195 765	5 747 233	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9						
Remboursement de la dette à long terme	10	(4 633 442)	(4 607 100)	(4 866 485)	(371 822)	(5 229 248)	
Affectations							
Activités d'investissement	11	(284 292)	(10 000)	(137 419)	(81 027)	(218 446)	
Excédent (déficit) accumulé	12	82 924	(143 100)	349 472	134 394	483 866	
Autres éléments de conciliation	13	274 417		19 522	708	20 230	
	14	(322 841)	(483 704)	(74 383)	878 018	803 635	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 083 080		2 567 682	588 933	3 156 615	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2010	2011	2010
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	8 366 276	7 566 544	8 601 376
Autres	2	2 206 112	9 658 447	12 021 262
	3	10 572 388	17 224 991	20 622 638
Passifs				
Dette à long terme	4	44 856 303	45 911 386	50 140 267
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	107 415	77 786	289 821
Autres	6	8 629 452	15 895 326	16 958 768
	7	53 593 170	61 884 498	67 388 856
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(43 020 782)	(44 659 507)	(46 766 218)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	96 719 046	106 797 078	128 643 804
Autres	10	305 517	356 198	439 297
	11	97 024 563	107 153 276	129 083 101
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	5 073 824	4 607 542	5 831 890
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	1 496 118	3 637 910	4 510 544
Montant à pourvoir dans le futur	14 (	34 639 ) (	) (	83 250) (
Financement des investissements en cours	15	(4 445 096)	(6 572 879)	(6 381 342)
Investissement net dans les éléments à long terme	16	51 913 574	60 821 196	78 439 041
	17	54 003 781	62 493 769	82 316 883

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Éventualité	18	125 000	125 000
- Fonds de roulement	19	920 000	
- Informatique, bâtiments	20	577 000	200 000
- Équipement parc	21	800 000	50 000
- Poursuites et pyrite	22	32 882	33 867
- Infrastructures	23	350 000	150 000
- Réfection trottoirs, pavage	24	200 842	200 842
- Élection	25	40 000	
- Remboursement de dette	26	102 100	102 100
	27	3 147 824	861 809
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	28	531 407	576 035
	29	3 679 231	1 437 844
Réserves financières			
Fonds réservés	30	282 455	243 304
	31	548 858	686 314
	32	4 510 544	2 367 462

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Réalizations 2010	Budget 2011	Réalizations 2011	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	26 389 075	27 382 000	28 242 799	28 242 799
Paiements tenant lieu de taxes	2	627 437	624 200	622 795	622 795
Quotes-parts	3				447 162
Transferts	4	848 495	800 500	1 001 210	1 800 373
Services rendus	5	1 339 408	1 361 000	1 610 704	3 147 388
Autres	6	2 784 149	2 105 000	2 821 420	3 316 006
	7	31 988 564	32 272 700	34 298 928	37 576 523
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	4 957 649	1 361 550	2 178 191	2 178 191
Autres	11	3 252 677	940 000	3 669 732	3 669 732
	12	8 210 326	2 301 550	5 847 923	5 847 923
	13	40 198 890	34 574 250	40 146 851	43 424 446

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	124 360	144 481		144 481	122 801
Autres	2	3 563 373	4 494 464	96 401	4 590 865	3 868 509
Sécurité publique						
Police	3	3 207 313	3 004 355	125 744	3 130 099	3 580 966
Sécurité incendie	4	1 943 231	1 916 058	100 698	2 016 756	1 980 671
Autres	5	298 333	264 816	14 537	279 353	276 033
Transport						
Réseau routier	6	3 555 007	3 463 026	2 115 581	5 578 607	5 361 717
Transport collectif	7	1 789 238	1 585 891		1 585 891	3 472 913
Autres	8			553	553	553
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	3 477 740	3 558 900	1 436 314	4 995 214	4 568 227
Matières résiduelles	10	1 918 751	1 552 621	142 750	1 695 371	1 727 548
Autres	11		55 750	20 181	75 931	44 188
Santé et bien-être	12	3 355	1 840		1 840	2 584
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	662 510	633 142	33 708	666 850	601 718
Promotion et développement économique	14	264 528	272 291	1 865	274 156	211 218
Autres	15	7 697	1 066	33 529	34 595	33 788
Loisirs et culture	16	4 857 164	4 281 936	438 666	4 720 602	4 775 197
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	1 839 900	1 865 699		1 865 699	2 072 868
Amortissement des immobilisations	19	4 276 496	4 560 527	(4 560 527)		
	20	31 788 996	31 656 863		31 656 863	35 223 543
						32 759 254

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3